

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

session 2005

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

série : ES

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures - COEFFICIENT : 7

Ce sujet comporte 8 pages numérotées de 1 à 8
Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation,
soit la question de synthèse.

Dissertation appuyée sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;*
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Le libre-échange permet-il de réduire les inégalités de développement ?

DOCUMENT 1

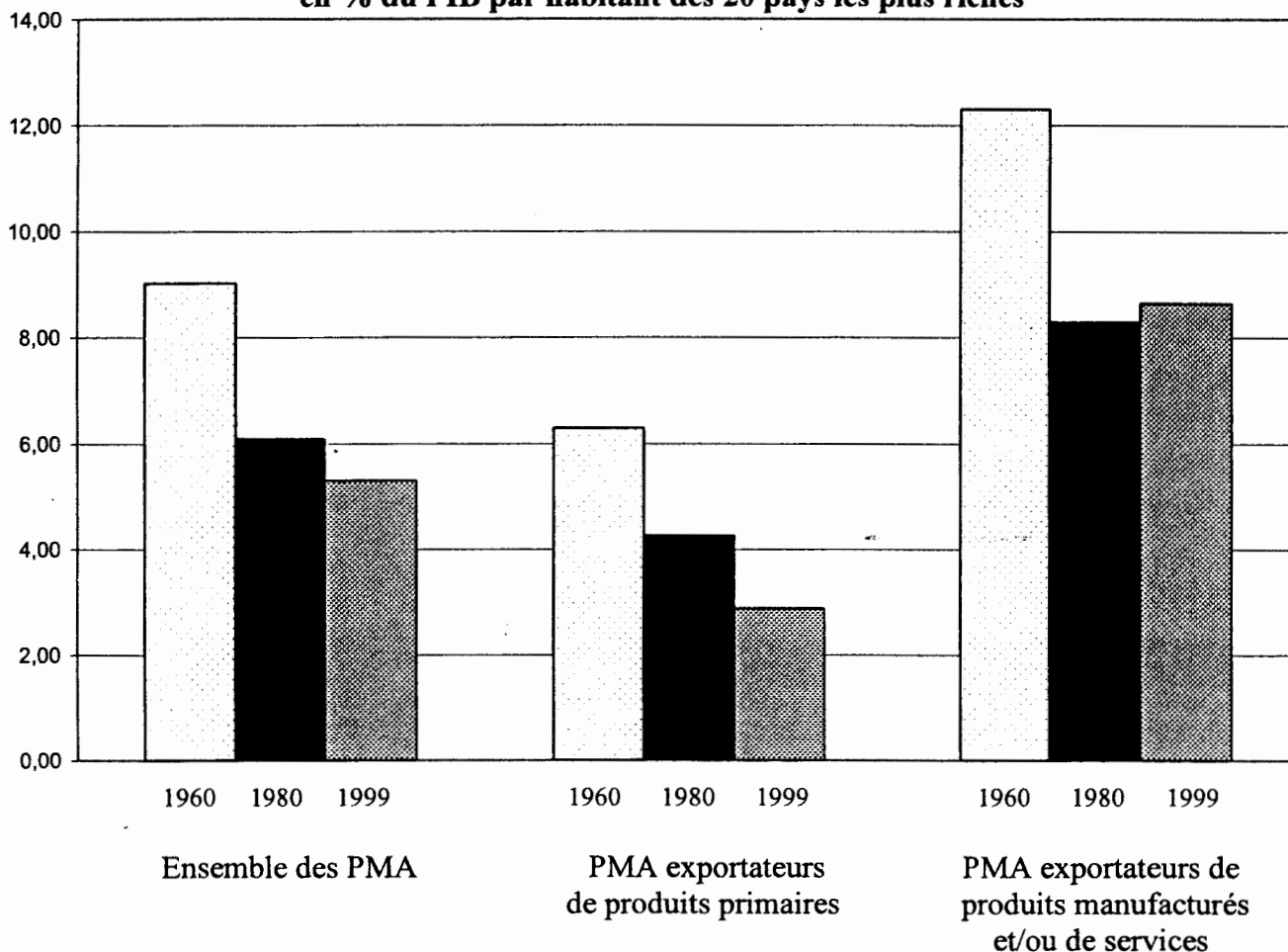
De prime abord, une participation plus active aux différents circuits de l'économie mondiale devrait engendrer un certain nombre d'effets positifs pour les pays les plus pauvres et donc les aider dans leur processus de rattrapage économique. C'est en effet un moyen d'améliorer l'allocation de ressources en les concentrant vers les activités où le pays possède un avantage comparatif, mais aussi d'accroître l'efficacité grâce à l'intensification de la concurrence et enfin de favoriser la diffusion du savoir et de la technologie. (...).

L'expérience des économies dynamiques d'Asie de l'Est a, dans une certaine mesure, validé empiriquement l'hypothèse selon laquelle l'intégration au mouvement de mondialisation aide à réduire les inégalités de richesse et constitue une solution au problème du sous-développement. En effet, leur croissance a été fondée sur une politique volontariste de promotion des exportations. Au-delà de la seule expérience des économies du "miracle asiatique", les économies les plus étroitement intégrées à l'économie mondiale sont celles qui ont enregistré les performances les plus remarquables et qui sont parvenues à combler une partie de leur retard sur les pays industrialisés.

Source : F. Nicolas, « Mondialisation et inégalités Nord-Sud », Cahiers français n° 305, novembre-décembre 2001, La documentation française.

DOCUMENT 2

**PIB par habitant des pays les moins avancés (PMA)
en % du PIB par habitant des 20 pays les plus riches**



Clé de lecture : en 1960, le PIB par habitant des PMA représentait 9 % du PIB par habitant des 20 pays les plus riches.

Source : d'après la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement), *Rapport 2002 sur les pays les moins avancés*.

DOCUMENT 3

Pour ne prendre que quelques exemples, la plupart des pays industriels avancés – dont les Etats-Unis et le Japon – ont édifié leur économie en protégeant judicieusement et sélectivement certaines de ses branches, jusqu'au moment où elles ont été assez fortes pour soutenir la concurrence étrangère. Si le protectionnisme généralisé n'a pas été efficace dans les pays qui l'ont mis en œuvre, la libéralisation rapide du commerce ne l'a pas été davantage. Contraindre un pays en développement à s'ouvrir à des produits importés qui vont rivaliser avec ceux de certaines de ses industries, dangereusement vulnérables à la concurrence de leurs homologues étrangères bien plus puissantes, peut avoir de désastreuses conséquences sociales et économiques. Les paysans pauvres des pays en développement ne pouvant évidemment pas résister aux produits massivement subventionnés en provenance d'Europe et des Etats-Unis, des emplois ont été systématiquement détruits avant que les secteurs industriel et agricole nationaux aient pu engager une dynamique forte de croissance et en créer de nouveaux.

Source : J.E. Stiglitz, *La grande désillusion*, Fayard 2002.

DOCUMENT 4

Échanges extérieurs et développement

	Importations de biens et de services en % du PIB		Exportations de biens et de services en % du PIB		Part des produits manufacturés en % des exportations de marchandises en 2002
	1990	2002	1990	2002	
Pays à développement humain élevé (1)	19	22	19	22	82
dont <i>Etats-Unis</i>	11	14	10	10	81
<i>Corée du Sud</i>	30	39	29	40	92
Pays à développement humain moyen (2)	19	27	20	30	57
dont <i>Brésil</i>	7	14	8	16	54*
<i>Chine</i>	14	26	18	29	90
Pays à développement humain faible (3)	27	30	23	26	29**
dont <i>Côte d'Ivoire</i>	27	30	32	48	21
<i>Niger</i>	22	25	15	16	3*

* en 2001 ** en 2000

(1) IDH (indicateur de développement humain) supérieur à 0,800

(2) IDH (indicateur de développement humain) compris entre 0,500 et 0,800

(3) IDH (indicateur de développement humain) inférieur à 0,500

Source : d'après le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement),
Rapport mondial sur le développement humain 2004.

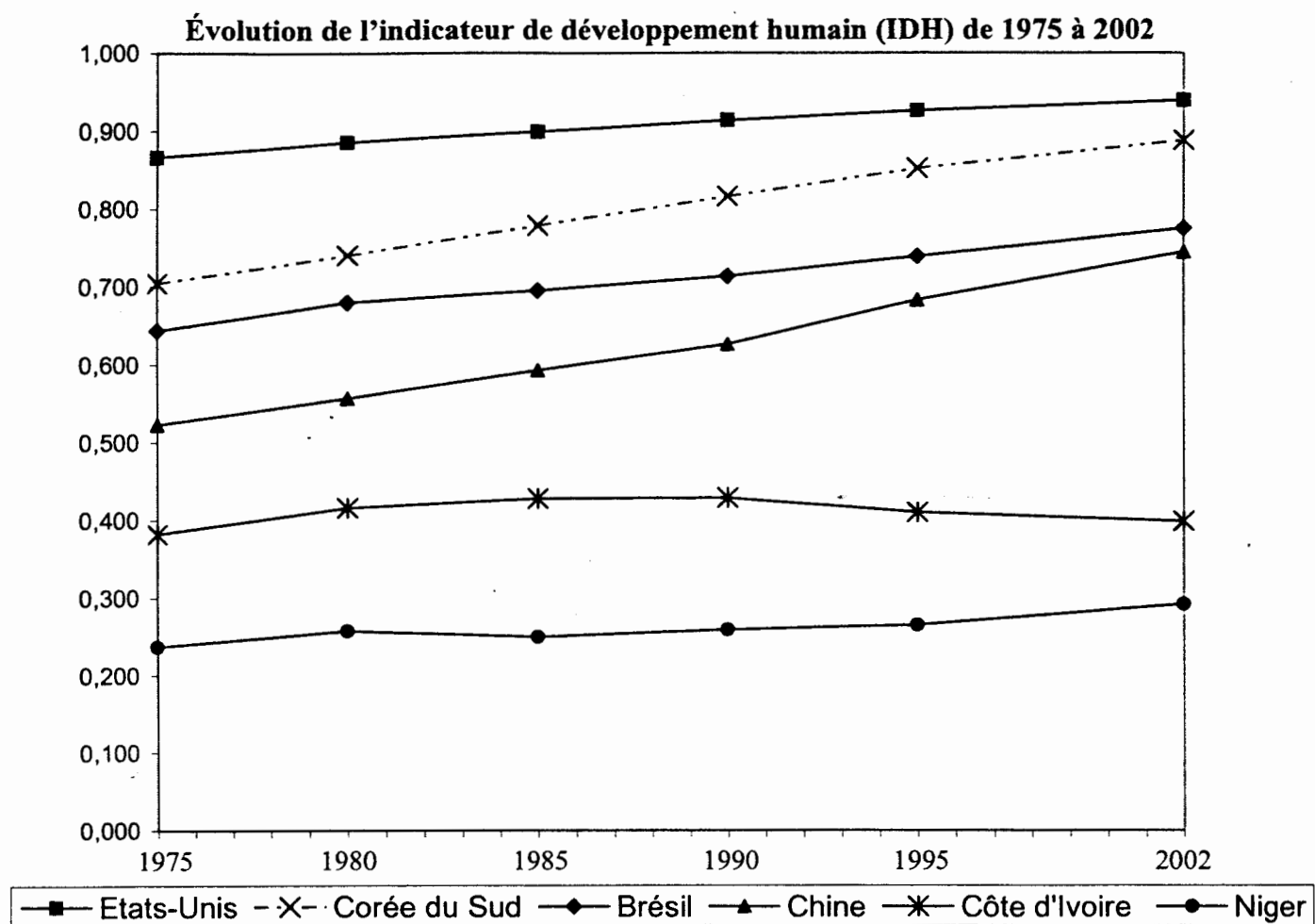
DOCUMENT 5

Des pays ont réussi parce qu'ils ont décidé de participer au commerce mondial, ce qui les a aidés à attirer l'essentiel des investissements directs étrangers dans les pays en développement. C'est vrai de la Chine et de l'Inde depuis qu'elles ont adopté la libéralisation du commerce (...).

Mais pour beaucoup d'autres pays les progrès ont été moins rapides, en particulier en Afrique et au Moyen-Orient. Les pays les plus pauvres ont vu leur part du commerce mondial décliner substantiellement, et s'ils n'abaissent pas leurs propres barrières commerciales, ils risquent d'être marginalisés encore davantage. Les facteurs de leur marginalisation sont complexes, et comprennent des problèmes structurels profondément enracinés, la médiocrité des institutions et des politiques, et les effets du protectionnisme tant chez eux qu'à l'étranger. Bien que le niveau des protections ait substantiellement diminué au cours des trois dernières décennies, il demeure considérable tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, en particulier dans des secteurs comme les produits agricoles ou les fabrications à forte intensité de main-d'œuvre dans lesquels les pays en développement sont comparativement avantagés. Par exemple, la Commission européenne dépense 2,7 milliards d'euros par an pour rendre la production de sucre rentable pour les agriculteurs européens, tout en fermant la porte aux importations de sucre tropical à bas prix.

Source : FMI, *Libéralisation du commerce mondial et pays en développement*, novembre 2001.

DOCUMENT 6



Source : d'après le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement),
Rapport mondial sur le développement humain 2004.

Question de synthèse étayée par un travail préparatoire

Il est demandé au candidat :

1. *De conduire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.*
2. *De répondre à la question de synthèse :*
 - *par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé,*
 - *en faisant appel à des connaissances personnelles,*
 - *en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.*

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME :

Intégration et solidarité

I – TRAVAIL PRÉPARATOIRE (sur 10 points)

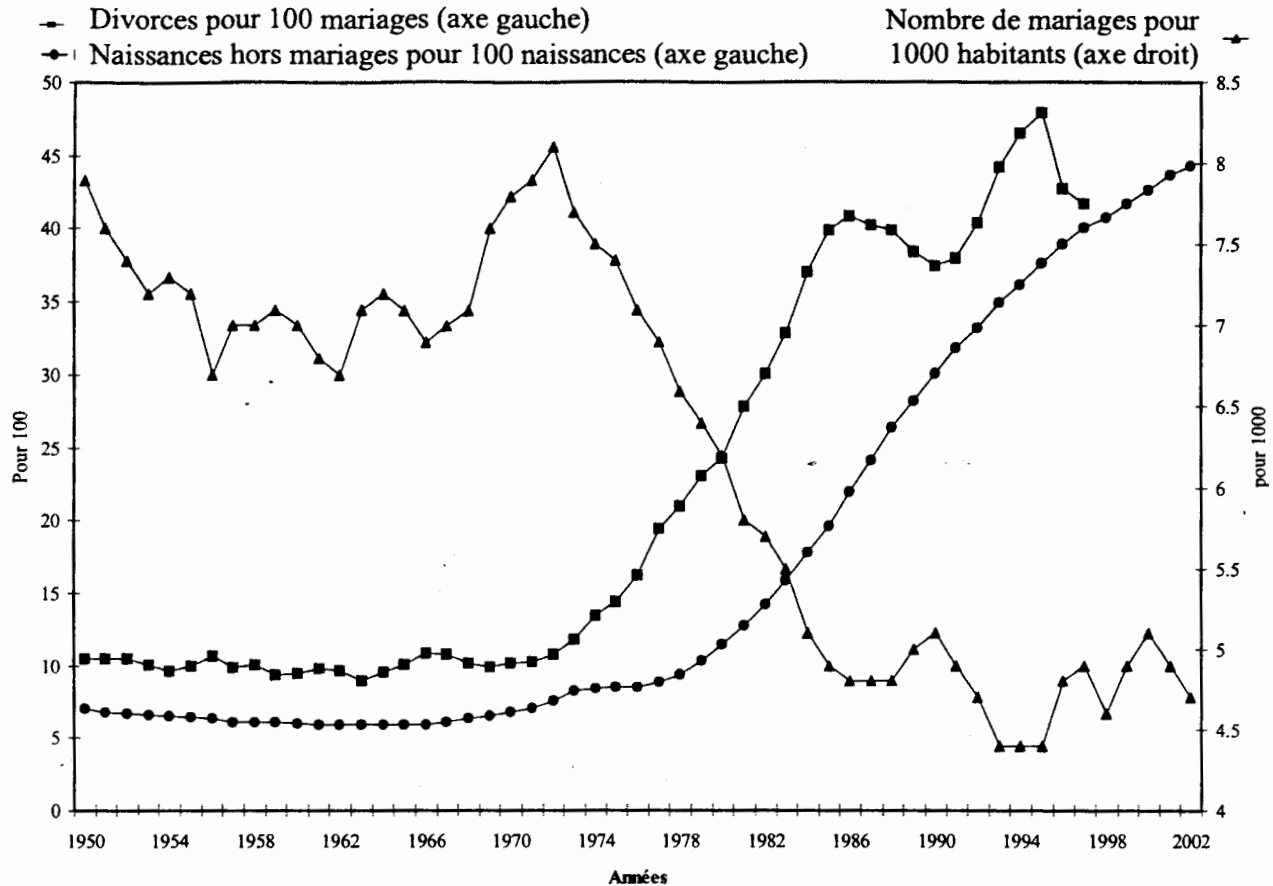
Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum

- 1) Quelles sont les évolutions de la famille mises en évidence par ce graphique ?
(document 1) (2 points)
- 2) Selon l'auteur, quel est le phénomène essentiel marquant la famille actuelle ?
(document 2) (1 point)
- 3) En quoi l'évolution récente de la famille entraîne-t-elle un relâchement du lien social ? **(document 2)** (2 points)
- 4) Rédigez une phrase donnant la signification de la valeur encadrée. **(document 3)**
(1 point)
- 5) La situation conjugale des parents influence-t-elle la réussite scolaire des enfants ?
(document 3) (2 points)
- 6) Expliquez le passage souligné. **(document 4)** (2 points)

II – QUESTION DE SYNTHÈSE (sur 10 points)

Après avoir mis en évidence les évolutions récentes de la famille, vous en présenterez les effets sur sa fonction intégratrice.

DOCUMENT 1 : Quelques données démographiques



Source : INED.fr

DOCUMENT 2 :

Les familles actuelles ne sont pas en rupture complète avec le modèle familial précédent dans la mesure où la logique de l'amour s'est encore plus imposée : les conjoints ne doivent rester ensemble qu'à la condition de s'aimer ; les parents sont tenus de prêter plus d'attention à leur enfant. La famille moderne se distingue de la précédente par le poids plus grand accordé au processus de l'individualisation. L'élément central ce n'est plus le groupe réuni, ce sont les membres qui le composent. La famille devient un espace, privé, au service des individus. Cela est perceptible par de nombreux indicateurs. Au niveau de la relation conjugale, l'accent est mis sur l'autonomie et l'indépendance. Au niveau de la relation parentale, l'accent est mis sur l'authenticité.

Cette famille moderne compose donc avec l'individualisation pour chacun de ses membres. C'est pour cette raison qu'elle est à la fois attractive (la vie privée avec un ou plusieurs proches est souhaitée par la grande majorité des personnes), et instable (peu de couples connaissent à l'avance la durée de leur existence qui dépend de leur satisfaction réciproque).

Source : F. DE SINGLY, *Être soi parmi les autres, Famille et individualisation, tome 1*, L'Harmattan, Logiques sociales, 2001.

DOCUMENT 3 : Réussite scolaire des jeunes par origine sociale et niveau d'étude de la mère, selon que les parents étaient unis ou séparés quand le jeune avait 18 ans.

Origine sociale (CSP du père)	Niveau d'étude de la mère	Proportion dont les parents sont séparés (%)	Proportion de jeunes ayant obtenu un diplôme (%)			
			Bac ou plus (1)		Bac + 3 ou plus (%) (2)	
			Unis	Séparés	Unis	Séparés
Cadre/ profession intermédiaire	Aucun diplôme ou études secondaires	12	63	52	18	8
	Diplôme d'études supérieures	19	93	85	45	25
Ouvrier	Aucun diplôme	10	20	14	3	0
	Diplômée	12	33	28	6	3
Employé	Aucun diplôme	21	35	16	5	4
	Diplômée	26	53	30	16	5
Indépendant	Aucun diplôme	11	33	16	4	0
	Diplômée	10	59	52	18	11

(1) Champ : personnes âgées de 20 à 29 ans au moment de l'enquête.

(2) Champ : personnes âgées de 23 à 29 ans au moment de l'enquête.

Source : Insee, enquête Jeunes 1992,
extrait de : Paul Archambault, *Population et société*, n° 379, mai 2002.

DOCUMENT 4

Tous les spécialistes de la famille constatent que le "clan" familial n'a pas été détruit par l'évolution des modes de vie et des structures (unions libres, parents uniques, recompositions, etc.). Il a au contraire gardé une importance primordiale pour les français, qu'ils soient enfants ou adultes. En cette fin de siècle marquée notamment par une crise économique de longue durée, il joue un rôle protecteur et sécurisant : il est pour les adolescents et les jeunes adultes un refuge, un soutien, un lieu d'échanges et d'écoute, que les parents soient mariés, remariés, seuls ou en couple. (...) Un journaliste du *Parisien* demandait récemment à Anne Muxel, sociologue de la famille, si la forte cohésion des familles françaises d'aujourd'hui "s'accommode de la multiplication des familles recomposées". La réponse était claire : "Entre demi-frères ou demi-sœurs, entre ex-époux, il est certain que les liens ne sont pas définis de façon institutionnelle. Mais on a appris qu'il était préférable pour tous d'éviter les ruptures brutales, et que tout le monde avait à gagner à ce que ça se passe bien. On a simplement redéfini ces liens familiaux."

Source : Collectif, *Les "nouvelles familles" en France*, Observatoire de l'enfance en France, G. LANGOUËT, dir., Hachette, 1998.